

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 13 DÉCEMBRE 1927.

Projet de loi relatif aux avantages accordés aux engagés et rengagés de l'armée et notamment aux emplois civils et militaires qui leur sont réservés.

EXPOSE DES MOTIFS.

MESSIEURS,

I. — Considérations générales.

Le projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations complète le projet de loi sur le statut des sous-officiers, des volontaires et rengagés que j'ai déposé sur le bureau de la Chambre le 2 décembre 1926.

Le présent projet fixe une indemnité de départ progressive pour le volontaire ou rengagé qui quitte l'armée après deux, quatre ou dix ans de service.

Mais pour que cette indemnité constitue à elle seule un attrait suffisant pour le volontaire, elle devrait être relativement importante et entraînerait de ce fait pour l'État des charges financières très lourdes.

M'inspirant de ce qui se fait dans d'autres pays, j'ai pensé qu'un moyen efficace complémentaire consisterait à assurer aux volontaires, après leur passage à l'armée, l'obtention d'un emploi civil, soit dans une administration de l'État ou dans les administrations qui en dépendent, soit dans l'industrie et le commerce.

Le présent projet prescrit donc l'organisation d'un enseignement qui complètera l'instruction générale du volontaire et le préparera à un métier ou à une profession ou à un emploi dans les administrations publiques.

Pour les emplois dans une administration de l'État un droit de préférence et d'autres avantages, définis dans le projet de loi, sont assurés aux volontaires.

Le présent projet prévoit par ailleurs les mesures opportunes pour n'introduire dans les administrations que les éléments aptes aux fonctions qu'ils doivent remplir.

En accordant ces avantages divers, le Gouvernement espère améliorer sensiblement le recrutement des volontaires, actuellement très déficitaire.

II. — Commentaire des articles.

ARTICLE PREMIER.

Les emplois visés à l'article 3 sont en nombre limité et tous les volontaires et rengagés ne pourront ou ne voudront y accéder. Par contre, les professions industrielles et commerciales offrent de grandes possibilités, il est donc logique

H

d'obliger tous les volontaires qui ne sont pas candidats officiers à suivre les cours d'un enseignement professionnel; en ce faisant on contribuera à l'accroissement de leur valeur sociale et au relèvement du niveau intellectuel du cadre subalterne.

Les familles confieront plus volontiers leurs enfants à l'armée par ce que celle-ci les leur rendra plus instruits et capables d'exercer une profession lucrative, les surveillera et guidera dans leur apprentissage qui de plus ne leur coûtera rien.

La préparation aux emplois civils, etc., s'obtiendra en réglant la fréquentation des écoles professionnelles civiles existant dans le pays. La Belgique possède un enseignement professionnel remarquable par sa variété, son importance, la haute valeur de ses méthodes et la richesse de ses moyens.

Toutes les villes de garnison comprennent des écoles professionnelles complètes.

Le Département de la Défense Nationale supportera les frais éventuels d'inscription, de petit outillage et de livres classiques. Ces frais seront très peu élevés, on peut estimer que la charge de l'État pour cet objet n'atteindra pas 150,000 francs par an.

Des officiers surveilleront spécialement les études dont il s'agit, aideront et guideront les volontaires dans leurs travaux.

Enfin, le Département de la Défense Nationale se mettra d'accord avec le Ministre de l'Industrie et du Travail et avec les Bourses du Travail et les organismes similaires pour aider au placement de volontaires et rengagés.

ART. 2.

L'indemnité n'a pas été fixée par la loi; elle doit, en effet, pouvoir être modifiée d'après les conditions de la vie.

Cette indemnité aidera le volontaire quittant l'armée à s'installer ou lui permettra d'attendre qu'il ait trouvé une nouvelle situation.

L'indemnité de départ n'augmente plus pour le volontaire après quatre ans et pour le sous-officier après dix ans de service afin de provoquer le départ des sous-officiers à un âge où ils peuvent encore commencer une carrière civile, de favoriser l'avancement des jeunes volontaires et de limiter les charges du Trésor.

L'armée, d'autre part, a tout intérêt à ne conserver que des cadres jeunes en pleine force physique, et à rendre à la vie civile des volontaires encore jeunes et bien instruits qui constitueront des cadres de réserve nombreux et de grande valeur.

Je compte proposer que l'indemnité de départ soit fixée actuellement à 4.000 francs après deux ans de service, 5.000 francs après quatre ans de service et, pour ceux qui sont devenus sous-officiers, je proposerai qu'elle soit de 18.000 francs après dix ans de service.

Il est équitable de réduire cette indemnité pour le volontaire à qui on procure une place dans une administration, ses frais d'installation étant aussi notablement réduits.

ART. 3.

Le projet ne s'applique pas aux administrations provinciales et communales. Tenant compte des objections présentées par la Commission de la Défense Nationale, au texte du projet de M. Devèze (Ch. des Repr., Doc. n° 302, session de 1923-1924), le Gouvernement renonce à l'idée d'imposer à ces

administrations de nouvelles obligations en matière de recrutement de leurs agents. Il espère toutefois que les provinces et les communes réserveront librement aux anciens volontaires un nombre élevé d'emplois notamment dans la police et dans certains services administratifs. De la sorte, le but de la loi sera atteint sans que soit vinculée la liberté des administrations provinciales et communales.

ART. 4.

La loi française détermine elle-même les emplois réservés aux militaires. Il a été jugé préférable de laisser ce soin à un arrêté royal, moins rigide que la loi, plus facile à modifier si des changements intervenaient dans la nomenclature des emplois réservés, et permettant aussi de tenir compte de ce que démontrera l'expérience.

Le *tableau annexe* au présent exposé donne le modèle, pour les principaux départements, des tableaux qui seront annexés à l'arrêté royal déterminant les emplois réservés.

Une appréciation d'ensemble permet d'évaluer à 3,000 le nombre global d'emplois sur lesquels les intéressés pourraient porter leur choix. Étant donné qu'ils ne seront pas plus de 2,400 on voit que, en période normale, le recrutement des administrations parmi les civils n'empêchera pas de réserver aux candidats de larges possibilités.

ART. 5.

Cet article prévoit le cas où le nombre de militaires admissibles qui postulent les emplois réservés ne serait pas suffisant. Il y aurait alors nécessité pour l'administration de recourir à d'autres éléments.

ART. 6.

Les candidats aux emplois de la catégorie A sont admis soit sans examen, soit après un examen élémentaire mais il va sans dire qu'ils pourront être astreints à des épreuves professionnelles. Un candidat à un emploi d'électricien par exemple, devra prouver qu'il possède des connaissances pratiques du métier d'électricien.

ART. 7.

Les anciens militaires candidats aux emplois de la catégorie A conférés à la suite d'un concours ou d'un examen doivent, pour être admis, obtenir à l'examen ou au concours, la moyenne des points imposée par le règlement organique de l'administration à laquelle ressortissent les emplois, mais alors ils prennent le pas sur tous les autres candidats dans la limite du nombre des emplois qui leur sont réservés.

ART. 10.

Les règlements organiques de la plupart des administrations subordonnent la nomination définitive d'un candidat à l'accomplissement d'un stage. L'intérêt de ces administrations exige que les anciens militaires soient également astreints à ce stage.

ART. 11.

Cet avantage est limité à six ans parce que, d'une part, l'armée a intérêt à renouveler le cadre de sous-officiers et que, d'autre part, l'administration a également intérêt à ne pas recruter des agents ayant une ancienneté fictive trop grande.

Dans les administrations de l'État et spécialement dans les grands services, il résultera de l'avantage concédé par l'article 11, aux militaires, une augmentation des charges budgétaires, celle-ci ne peut, toutefois, être chiffrée actuellement, étant donné qu'elle sera fonction du nombre de militaires recrutés et de la durée de leurs services à l'armée.

ART. 12.

Les administrations ayant des buts différents et par conséquent des besoins différents, il est logique que les connaissances exigées soient fixées par chacune d'elles.

Des cours seront organisés en vue de préparer les volontaires à se présenter avec chance de succès aux examens prévus pour les emplois qui leur seront réservés dans les grandes administrations civiles. Il en résultera un développement général de l'instruction du cadre, favorable à son prestige, et à son rendement.

ART. 13.

La disposition de cet article ne s'adresse pas aux Administrations provinciales et communales. Mais comme il serait désirable, ainsi que nous l'avons noté ci-dessus, que ces administrations consentissent à engager de préférence les anciens volontaires, le Ministre de la Défense Nationale leur demandera chaque année, dans le courant du mois de novembre, de fournir la liste des emplois qu'elles sont disposées à réserver, au cours de l'année suivante, aux militaires engagés et rengagés dont il est question à l'article 3 et d'indiquer les conditions auxquelles est subordonné l'octroi de ces emplois ainsi que la date probable de leur collation.

De la sorte, le nombre des emplois réservés sera augmenté, leur diversité sera plus grande et la prime offerte aux engagés et rengagés plus attrayante.

Les volontaires à la recherche d'une situation seront dès la fin de chaque année, mis au courant des possibilités de se procurer, dans l'une ou l'autre des administrations publiques, l'emploi répondant le mieux à leurs convenances et à leurs aptitudes.

ART. 14.

Des militaires se trouvant dans les conditions exigées pour bénéficier des avantages inscrits dans la présente loi, peuvent avoir quitté l'armée sans qu'ils aient obtenu un emploi civil. Il paraît équitable de leur réserver pendant deux ans après leur départ de l'armée le droit de jouir du bénéfice de la loi, à conditions qu'ils n'aient pas touché l'entièreté de l'indemnité de départ.

ART. 16.

Il va de soi qu'il ne peut être question de porter atteinte aux droits de préférence accordée aux anciens combattants pour l'accès aux emplois publics.

ART. 17.

La restriction quant à l'entrée en vigueur des dispositions de l'article 2 est justifiée par le souci de ne pas provoquer trop de départs de sous-officiers avant que le recrutement de jeunes volontaires ne permette leur remplacement.

Le Ministre de la Défense Nationale,

Comte DE BROQUÉVILLE.

ANNEXE

Tableau des emplois réservés aux engagés et rengagés de l'Armée.

ADMINISTRATION.	DÉSIGNATION DES EMPLOIS.	Proportion réservée aux engagés et rengagés de l'Armée.	Traitements ou salaires attachés à l'emploi.	Nombre annuel probable d'emplois à attribuer aux militaires. — Total présumé.
1	2	3	4	5

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Catégorie A.

Etablissements et services de l'armée.	Ouvriers.	80 %	»	»
Administration centrale .	Messagers.	Totalité.	»	2

Catégorie B.

Administration centrale .	Commis d'ordre.	»	»	4
Musée royal de l'armée .	Id.	»	»	Rares.
Service des B. M. . . .	Adjoints administratifs.	»	»	2
	Dessinateurs.	»	»	2
	Surveillants.	»	»	2
Etablissements d'artillerie	Agents administratifs.	»	»	2
Institut cartographique militaire.	Dessinateurs.	»	»	»
	Graveurs.	»	»	»
	Photographes.	»	»	2
	Collationneurs.	»	»	»
	Topographes.	»	»	Rares.
	Reviseurs.	»	»	»

Catégorie C.

Administration centrale .	Commis-rédacteur.	»	»	2
Service des B. M. . . .	Adjoints techniciens.	»	»	2

Gendarmerie nationale.

Gendarmerie nationale .	Gendarmes.	Totalité.	»	400
	Brigadiers.	Sous réserve de l'admis- sion des candidats civils por- teurs du di- plôme.	»	»
	Maréchaux des logis (avec possibilité d'at- teindre aux grades de 1 ^{ers} maréchaux des logis, maréchaux des logis chefs, 1 ^{ers} maré- chaux des logis chefs et adjudants.	»	»	»

ADMINISTRATION.	DÉSIGNATION DES EMPLOIS.	Proportion réservée aux engagés et rengagés de l'Armée.	Traitements ou salaires attachés à l'emploi.	Nombre annuel probable d'emplois à attribuer aux militaires. — Total présumé.
1	2	3	4	5

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

Administration centrale .	Commis rédacteur de 2 ^e classe.	»	»	5
	Commis d'ordre.	»	»	1
	Huissier, Messenger, Garçon de bureau.	80 %	»	2
Direction générale des mines.	Commis-dessinateurs des mines.	»	»	1
Direction générale du travail.	Contrôleur du travail.	»	»	1

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Catégorie A.

Ponts et Chaussées . . .	Bouteux.	80 %	»	Rare.
	Messagers.	80 %	»	id.
	Gardiens.	80 %	»	id.
	Cantonniers (1).	80 %	»	80
	Aides-électriciens.	50 %	»	Rare.
	Électriciens.	50 %	»	id.

Catégorie B.

Ponts et Chaussées . . .	Commis d'ordre.	»	»	320
	Dessinateurs expéditionnaires.	»	»	40
	Surveillants.	»	»	40

Catégorie C.

Ponts et Chaussées . . .	Commis rédacteurs.	»	»	20
--------------------------	--------------------	---	---	----

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

Administration centrale .	Commis rédacteurs (diplômés de l'enseignement moyen du degré supérieur).	»	»	Très rares.
	Commis d'ordre.	»	»	id.
	Expéditionnaire et dactylographes (école moyenne).	80 %	»	id.

(1) Les cantonniers sont actuellement agents de l'État et ont donc droit à une pension de retraite. Ils ont accès aux emplois de pontier, barragiste, passeur d'eau, éclusier et garde qui leur sont exclusivement réservés.

ADMINISTRATION.	DÉSIGNATION DES EMPLOIS.	Proportion réservée aux engagés et rengagés de l'Armée.	Traitements ou salaires attachés à l'emploi.	Nombre annuel probable d'emplois à attribuer aux militaires. Total présumé.
1	2	3	4	5
Locaux de quarantaine pour le bétail à la fron- tière.	Surveillants (tempo- raires).	80 %	»	Rares (aucun depuis quatre ans).
Laboratoire d'analyses de l'Etat.	Préparateurs.	80 %	»	Rares.
	Commis comptables.	»	»	id.
	Garçons de laboratoire.	»	»	id.
Instituts agronomiques de l'Etat.	Garçons de laboratoire.	»	»	id.
	Homme de service.	»	»	id.
	Surveillants.	»	»	id.
	Comptables.	»	»	id.
Institut normal supérieur d'économie ménagère agricole.	Chef de culture (diplôme professionnel requis).	»	»	id.
	Gardien concierge.	»	»	
Service de l'hydraulique agricole.	Brigadiers.	»	»	»
	Surveillants.	»	»	»
	Commis.	»	»	»
Jardin Botanique de l'Etat.	Gardiens.	»	»	»
Ecole d'horticulture de Vilvorde.	Surveillants.	»	»	»

MINISTÈRE DES SCIENCES ET DES ARTS.

Catégorie A.

Administration centrale .	Huissiers.	80 %	»	2
	Messagers.	80 %	»	2
	Garçons de bureau.	80 %	»	2
Établissements d'ensei- gnement moyen de l'Etat.	Concierges.	50 %	»	4
	Messagers.	50 %	»	4
	Chauffeurs.	50 %	»	4
Établissements d'ensei- gnement normal de l'Etat.	Concierges.	50 %	»	Rares.
	Messagers.	50 %	»	id.
	Chauffeurs.	50 %	»	id.
	Jardiniers.	50 %	»	id.
Universités, académies, établissements scienti- fiques.	Huissiers.	50 %	»	2
	Messagers.	50 %	»	2
	Garçons de bureau.	50 %	»	2

ADMINISTRATION.	DÉSIGNATION DES EMPLOIS.	Proportion réservée aux engagés et rengagés de l'Armée.	Traitements ou salaires attachés à l'emploi.	Nombre annuel probable d'emplois à attribuer aux militaires. — Total présumé.
1	2	3	4	5
Universités, académies, établissements scienti- fiques.	Concierges.	50 %	»	Rares.
	Gardes consigne.	50 %	»	id.
	Garçon de service.	50 %	»	id.
	Relieurs.	50 %	»	id.
	Monteurs et mouleurs.	50 %	»	id.
	Restaurateurs d'archives.	50 %	»	id.
	Garçons de laboratoire.	50 %	»	id.
	Aides mécaniciens.	50 %	»	id.
	Aides jardiniers.	50 %	»	id.
	Concierges.	50 %	»	3
Musées, conservatoires et établissements dépen- dant de l'Administra- tion des Beaux-Arts.	Surveillants.	50 %	»	id.
	Garçons de salle.	50 %	»	id.
	Messagers.	50 %	»	id.
	Cireurs.	50 %	»	id.
	Chauffeurs.	50 %	»	id.

Catégorie B.

Administration centrale .	Commis.	»	»	2
	Expéditionnaires.	»	»	1
	Dactylographes.	»	»	Rares.
Universités. Académies. Etablissements scienti- fiques.	Commis.	»	»	id.
	Dactylographes.	»	»	id.
	Appariteur.	»	»	id.
	Préparateur.	»	»	id.
	Aides.	»	»	id.
Musées, conservatoires et établissements dépen- dant de l'Administra- tion des Beaux-Arts.	Commis.	»	»	id.
	Dactylographes.	»	»	id.
	Préparateur.	»	»	id.

Catégorie C.

Universités et établisse- ments scientifiques.	Commis rédacteur.	»	»	Rares.
---	-------------------	---	---	--------

MINISTÈRE DES FINANCES.**Catégorie A.**

Secrétariat général . . .	Garçons de bureau.	Totalité.	»	2
Douanes et accises . . .	Préposés des douanes et accises.	id.	»	200

ADMINISTRATION.	DÉSIGNATION DES EMPLOIS.	Proportion réservée aux engagés et rengagés de l'Armée.	Traitements ou salaires attachés à l'emploi.	Nombre annuel probable d'emplois à attribuer aux militaires. — Total présumé.
1	2	3	4	5
Douanes et accises . . .	Matelots des douanes.	Totalité.	»	1
	Machiniste-chauffeur des embarcations de la douane (1).	id.	»	»
Enregistrement et do- maines.	Agents subalternes du service du timbre.	id.	»	2

Catégorie B.

Trésorerie et dette pu- blique.	Commis aux écritures.	Pratiquement nul d'ici longtemps.		
Douanes et accises . . .	Id. (Services extérieurs.)	»	»	15 emplois à conférer annuellement.
Contributions directes et cadastre.	Id. (Services extérieurs.)	»	»	70 emplois à conférer annuellement.

Catégorie C.

Trésorerie et dette pu- blique.	Commis rédacteurs. (Administration centrale.)	»	»	8 places à conférer annuellement.
Douanes et accises . . .	Commis techniques. (Services extérieurs.)	»	»	16 emplois à conférer annuellement.
Contributions directes et cadastre.	Id.	»	»	10 emplois à conférer annuellement.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'HYGIÈNE.

Catégorie A.

Administration centrale .	Garçon de bureau.	80 %	»	1
Gouvernements provin- ciaux.	Id.	80 %	»	3
Service d'hygiène . . .	Garçon de laboratoire.	80 %	»	Rares.
	Matelots, chauffeurs de bateau.	80 %	»	id.
	Machiniste (bateau) (2).	80 %	»	id.
	Mécaniciens (2).	80 %	»	id.
	Surveillants service sani- taire du port (4).	80 %	»	id.
	Agents désinfecteurs.	80 %	»	id.
	Experts des viandes (3).	80 %	»	id.

(1) Il est à présumer qu'il n'y aura que deux emplois à conférer par période quinquennale.

(2) Doivent posséder un certificat d'aptitude (marine).

(3) Doivent posséder un certificat d'aptitude (expertise de viandes de boucherie).

(4) Doivent posséder un certificat des notions d'anglais et d'allemand.

ADMINISTRATION.	DÉSIGNATION DES EMPL.OIS.	Proportion réserve aux engagés et re-gagés de l'Armée.	Traitements ou salaires attachés à l'emploi.	Nombre annuel probable d'emplois à attribuer aux militaires. — Total présumé.
1	2	3	4	5

Catégorie B.

Administration centrale .	Sténo-dactylographes.	»	»	4
	Dactylographes.	»	»	1
	Commis d'ordre, économe.	»	»	1
	Expéditionnaires.	»	»	»
Gouvernements provin- ciaux.	Dactylographes. — Expé- ditionnaires. — Commis.	»	»	3
Service d'hygiène . . .	Commis d'ordre.	»	»	Peu nombre x.
	Préparateurs.	»	»	Id.
Bibliothèque de la Com- mission centrale de sta- tistique.	Commis d'ordre (1 emploi).	»	»	»

Catégorie C.

Administration centrale .	Commis-rédacteurs.	»	»	2
Gouvernements provin- ciaux.	Id.	»	»	10

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Catégorie A.

Administration centrale.	Garçon de bureau.	Totalité.	»	Rares.
Établissements d'éduca- tion et institutions pu- blique de l'Etat.	Ouvriers salariés quali- fiés.	80 %	»	Id.
	Ouvriers salariés non qualifiés.	80 %	»	Id.

Catégorie B.

Administration centrale .	Commis d'ordre et clas- seurs.	»	»	Rares.
Administration des pri- sons.	Surveillants.	»	»	25
Police judiciaire . . .	1 ^{er} Agent.	»	»	2 à 3 N. B. — Le stage imposé est except. de deux ans.
	2 ^o Commis.	»	»	Rares.
Établissements de bien- faisance et d'aliénés.	1 ^{er} Surveillant.	»	»	5
	2 ^o Infirmiers.	»	»	»
Établissements d'éduca- tion et institutions pu- blique de l'Etat.	Éducateurs.	»	»	Assez rares.

ADMINISTRATION.	DÉSIGNATION DES EMPLOIS.	Proportion réservée aux engagés et rengagés de l'Armée.	Traitements ou salaires attachés à l'emploi.	Nombre annuel probable d'emplois à attribuer aux militaires. — Total présumé.
1	2	3	4	5

Catégorie C.

Administration centrale	Commis rédacteurs.	»	»	Rares.
Administration des prisons.	Commis.	»	»	id.
Etablissement de bienfaisance et d'aliénée.	Id.	»	»	id.
Etablissements d'éducation et institutions publique de l'Etat.	Id.	»	»	Très rares.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Catégorie A.

Tout le Département.	Garçons de bureau.	Totalité.	»	Rare.
----------------------	--------------------	-----------	---	-------

Catégorie B.

Tout le Département.	Commis aux écritures.	»	»	id.
----------------------	-----------------------	---	---	-----

MINISTÈRE DES COLONIES.

Catégorie A.

Administration centrale.	Huissiers et magasiniers.	80 %	»	id.
	Messagers.	80 %	»	id.
	Garçons de bureau.	80 %	»	id.

Catégorie B.

Administration centrale.	Commis aux écritures.	»	»	id.
	Commis d'ordre.	»	»	id.
	Expéditionnaires.	»	»	id.

Catégorie C.

Administration centrale.	Commis-rédacteurs.	»	»	id.
	Commis-traducteurs.	»	»	id.
	Dessinateurs.	»	»	id.

École coloniale.

Catégorie A.

Administration centrale.	Huissiers.	80 %	»	id.
	Garçon de bureau.	80 %	»	id.

Catégorie B.

Administration centrale.	Néant.	»	»	»
--------------------------	--------	---	---	---

Catégorie C.

Administration centrale.	Néant.	»	»	»
--------------------------	--------	---	---	---

**MINISTÈRE DES CHEMINS DE FER, MARINE, POSTES, TÉLÉGRAPHES,
TÉLÉPHONES ET AÉRONAUTIQUE.**

DESIGNATION DES EMPLOIS.	Proportion réservée aux volontaires et rengagés.	Nombre annuel probable d'emplois à attribuer aux militaires.			
		Marine, Postes, Télégra- phes, etc.	S. N. C. B.	Compag- nies et S. N. C. V.	TOTAL.

Catégorie A.

Ouvriers en général, no- tamment hommes de métier, ajusteurs, for- gerons, manœuvres, etc.	80 %	200	1.000	100	1,300	Les intéressés doivent fournir un local pour le service.
Messagers et classeurs .	50 %					
Facteurs des postes . .	80 %	260	»	»	260	
Sous-percept. des postes.	80 %	20	»	»	20	Une bonne instruction primaire est néces- saire.
Receveurs	50 %	»	»	40	40	
Agréés	50 %	»	150	»	150	
Gardiens de phare signa- leurs de marée, etc.	80 %	Rares.	»	»	Rares.	

Catégorie B.

Commis d'ordre (employés des Compagnies).	»	100	150	Rares.	250
Dessinateurs-expédi- tionnaires.	»	Rares.	15	»	15
Conducteurs de train et gardes.	»	»	150	10	160
Officiers de police . . .	»	»	5	»	5
Aides des chèques. . .	»	15	»	»	15
Surveillants des travaux .	»	Rares.	4	»	5

Catégorie C.

Commis.	»	»	»	»	»
Dessinateurs	»	»	»	»	»

N. B. — Les chiffres relatifs à la S. N. C. B. ne peuvent être établis avec certitude; pour éviter des mécomptes, les chiffres de prévisions de 1922 ont été notablement réduits.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 DECEMBER 1927.

Wetsontwerp betreffende de voordeelen verleend aan de geëngageerden en gereëngageerden van het leger en inzonderheid aangaande de voor hen bestemde burgerlijke en militaire betrekkingen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

I. — Algemeene beschouwingen.

Het wetsontwerp dat ik de eer heb aan uwe beraadslagingen te onderwerpen is de aanvulling van het wetsontwerp betreffende het statuut der onderofficieren, der vrijwilligers en gereëngageerden, dat ik op 2 December 1926 op het bureel der Kamer heb neergelegd.

Onderhavig ontwerp stelt een progressieve vergoeding wegens vertrek uit het leger vast ten gunste van den vrijwilliger of den gereëngageerde die na twee, vier of tien jaar dienst het leger verlaat.

Doch, opdat deze vergoeding op zich zelf voldoende weze om den vrijwilliger aan te trekken, zou zij tamelijk belangrijk moeten zijn en zou zij voor den Staat dan ook zeer zware financieele lasten medebrengen.

Steunend op wat er in andere landen wordt gedaan, heb ik gedacht dat het een doeltreffend bijkomend middel ware aan de vrijwilligers, na hun verblijf bij het leger, een burgerlijke betrekking te bezorgen, hetzij bij een bestuur van den Staat of bij besturen die van den Staat afhangen, hetzij in de nijverheid of in den handel.

Dit ontwerp schrijft derhalve de inrichting voor van een onderwijs dat de algemeene ontwikkeling van den vrijwilliger zal aanvullen en hem tot een ambacht of tot een beroep of tot een betrekking bij de openbare besturen zal voorbereiden.

Voor de betrekkingen bij een bestuur van den Staat worden er aan de vrijwilligers een voorkeursrecht en andere in het wetsontwerp omschreven voordeelen toegezegd.

Dit ontwerp voorziet overigens de gepaste maatregelen om in de besturen slechts bedienden op te nemen die voor de functies, welke zij moeten waarnemen, geschikt zijn.

Door het verleen van deze verschillende voordeelen hoopt de Regeering merkkelijk verbetering te brengen in de aanwerving van vrijwilligers, welke thans een tekort oplevert.

II. — Toelichting der artikelen.

ARTIKEL ÉÉN.

Het aantal der bij artikel 3 bedoelde betrekkingen is beperkt en niet al de vrijwilligers en gereëngageerden zullen tot deze plaatsen toegang kunnen of

willen hebben. Daarentegen bieden de beroepen in handel en nijverheid menigvuldige gelegenheden. Het is dus logisch al de vrijwilligers, die geen candidaat-officier zijn, te verplichten vakleergangen te volgen; daardoor zal er worden bijgedragen om hun sociaal gehalte te doen aangroeien en het intellectueel peil van het lager kader te doen stijgen.

De families zullen hun kinderen grager aan het leger toevertrouwen omdat het leger ze hun ontwikkelder en bekwaam tot het uitoefenen van een winstgevend beroep zal terugschenken, er een waakzaam oog over zal houden en hunne schreden zal richten bij het trouwens kosteloos aanleeren van hun vak.

De voorbereiding tot burgerlijke betrekkingen, enz., zal bekomen worden door het geordend volgen der leergangen van 's Rijks burgerlijke vakscholen. België beschikt over een vakonderwijs dat merkwaardig is om reden van zijne verscheidenheid, zijne belangrijkheid, de deugdelijkheid zijner methoden en den overvloed zijner middelen.

In alle garnizoensteden bestaan er volledige vakscholen.

Het Departement van Landsverdediging zal de eventuele kosten dragen voor inschrijving, klein gereedschap en schoolboeken. Deze kosten zullen zeer gering zijn: men mag schatten dat uit dien hoofde de last voor den Staat geen 150,000 frank 's jaars zal bedragen.

Ten slotte zal het Departement van Landsverdediging overeenkomen met den Minister van Arbeid en Nijverheid en met de Werkbeurzen en soortgelijke organismen om de vrijwilligers en gereëngageerden te helpen plaatsen.

ART. 2.

De vergoeding werd bij de wet niet vastgesteld daar ze moet kunnen worden gewijzigd naar gelang van de levensomstandigheden.

Deze vergoeding zal den vrijwilliger die het leger verlaat helpen zich te installeren of zal hem in staat stellen een nieuwe betrekking af te wachten.

De vergoeding wegens vertrek uit het leger wordt niet meer vermeerderd na vier jaar dienst voor den vrijwilliger, en na tien jaar dienst voor den onderofficier: zulks opdat de onderofficieren zouden heengaan op een leeftijd waarop zij nog een burgerlijke loopbaan kunnen beginnen, om de jonge vrijwilligers sneller te kunnen bevorderen en de lasten der Schatkist te beperken.

Het leger heeft er ten andere alle belang bij slechts jonge kaders in volle lichaamskracht te behouden en aan het burgerleven nog jonge en goed onderlegde vrijwilligers terug te schenken, die talrijke en zeer degelijke reservekaders zullen uitmaken.

Ik ben van zins voor te stellen dat de vergoeding wegens vertrek uit het leger thans bepaald worde op 1,000 frank na twee jaar dienst, op 5.000 frank na vier jaar dienst, en, voor degenen die onderofficier zijn geworden, zal ik voorstellen dat zij na tien jaar dienst 18.000 frank bedrage.

Het is billijk dat deze vergoeding verminderd worde voor den vrijwilliger wien men een betrekking in eene administratie bezorgt, daar zijne installatiekosten dan ook veel geringer zijn.

ART. 3.

Het ontwerp is niet toepasselijk op de provincie- en de gemeentebesturen. Rekening houdend met de tegenwerpingen welke door de Commissie van Landsverdediging geopperd werden bij den tekst van het ontwerp van den Heer Devèze (Kamer der Volksvertegenwoordigers, *Bescheid* n^o 302, zittingsjaar 1923-1924), ziet de Regeering er van af deze besturen, inzake aanwerving hunner beambten, nieuwe verplichtingen op te leggen. Evenwel hoopt zij dat de provincies en de gemeenten uit eigen beweging voor de oudvrijwilligers een

groot aantal betrekkingen zullen bestemmen, inzonderheid bij de politie en in zekere administratieve diensten. Op deze wijze zal het doel der wet bereikt worden zonder dat er aan de vrijheid van de provincie- en de gemeentebesturen afbreuk worde gedaan.

ART. 4.

De Fransche wet bepaalt zelf welke betrekkingen voor de militairen bestemd worden. Het werd verkieslijk geacht daarin te voorzien bij een Koninklijk besluit, van minder gestrengheid dan de wet en dat, bij eventueele veranderingen in de lijst der voorbehouden betrekkingen, gemakkelijker kan gewijzigd worden en ook zal toelaten rekening te houden met hetgeen de ondervinding zal uitwijzen.

De bij onderhavige Memorie gevoegde tabel geeft, voor de voornaamste departementen, het model der tabellen die zullen gevoegd worden bij het Koninklijk besluit waarbij de voorbehouden betrekkingen zullen worden aangegeven.

Het globaal aantal betrekkingen, waaronder de belanghebbenden zouden kunnen kiezen, kan op 3,000 worden geschat. Aangezien er niet meer dan 2,400 belanghebbenden zullen zijn, is het duidelijk dat de aanwerving voor de administraties onder de burgers in normalen tijd niet zal beletten menigvuldige gelegenheden te bieden aan de kandidaten.

ART. 5.

Dit artikel voorziet het geval waarin het aantal aanneembare militairen, die om de voorbehouden betrekkingen verzoeken, niet toereikend zou zijn. De Administratie zou dan noodzakelijk andere krachten moeten aanwerven.

ART. 6.

De kandidaten voor de betrekkingen van categorie A worden aangenomen hetzij zonder examen, hetzij na een elementair examen, doch het spreekt vanzelf dat er hun vakexamens kunnen worden opgelegd.

Een candidaat voor een betrekking van electricien, bij voorbeeld, zal moeten bewijzen dat hij eene practische kennis van het electriciensambacht bezit.

ART. 7.

Om te worden aangenomen moeten de oudmilitairen, kandidaten voor de betrekkingen der categorie A, welke betrekkingen begeven worden ingevolge een al dan niet vergelijkend examen, bij dit examen het gemiddeld aantal punten bekomen, dat vereischt wordt bij het organiek reglement der administratie waarvan deze betrekkingen afhangen, doch dan hebben zij de voorkeur op alle andere kandidaten tot beloop van het aantal voor hen bestemde betrekkingen.

ART. 10.

Volgens de organieke reglementen van het meerendeel der administraties moet de candidaat, alvorens definitief benoemd te worden, een proeftijd doormaken. Het belang dezer besturen vergt dat deze verplichting ook aan de militairen opgelegd worde.

ART. 11.

Bewust voordeel wordt na zes jaar niet meer verleend, eensdeels omdat het leger er belang bij heeft het kader der onderofficieren te vernieuwen, anderdeels, omdat de administratie er eveneens voordeel bij heeft geene beambten, met te veel fictieve ancienniteit, aan te werven.

In de besturen van den Staat, vooral in de groote diensten, zal er uit het bij artikel 11 aan de militairen verleende voordeel een verhooging van budgetaire

lasten voortvloeien; deze kan thans echter niet berekend worden, daar zij zal afhangen van het aantal aangeworven militairen en van den duur hunner diensten bij het leger.

ART. 12.

Wijl de administraties niet dezelfde doeleinden nastreven en hunne behoeften derhalve verschillend zijn, is het logisch dat ieder van hen bepale welke kennis er vereischt is.

Er zullen leergangen worden ingericht ten einde de vrijwilligers voor te bereiden om zich met kans op welgelukken aan te bieden bij de examens voor de betrekkingen die voor hen in de groote burgerlijke besturen bestemd worden. Hieruit zal een algemeene verhooging volgen van de ontwikkeling van het kader, dat er aan prestige en rendement zal door winnen.

ART. 13.

Dit artikel slaat niet op de provincie- en gemeentebesturen. Doch, aangezien het, zooals wij hooger gezegd hebben, wenschelijk ware dat deze besturen er in zouden toestemmen bij voorkeur de oudvrijwilligers aan te werven, zal de Minister van Landsverdediging hun in de maand November van ieder jaar vragen, de lijst op te geven van de betrekkingen welke zij in den loop van het volgend jaar mochten willen bestemmen voor de geëngageerde en gereëngageerde militairen, van wie sprake in artikel 3, en mede te deelen onder welke voorwaarden en op welken vermoedelijken datum deze betrekkingen kunnen worden begeven.

Zoodoende, zal het getal voorbehouden betrekkingen aangroeien; er zal meer verscheidenheid in zijn en de aan de geëngageerden en gereëngageerden uitgeloofde premie zal er aantrekkelijker door worden.

De vrijwilligers die naar een plaats zoeken, zullen reeds bij het einde van elk jaar op de hoogte worden gebracht van de gelegenheden om in een of ander openbaar bestuur de betrekking te bekomen, die 't best aan hun belangen en hun kennissen beantwoordt.

ART. 14.

Militairen die de vereischte voorwaarden vervullen om de voordeelen dezer wet te genieten, kunnen het leger verlaten hebben zonder een burgerlijke betrekking te hebben bekomen. Het komt billijk voor hun gedurende twee jaar na hun vertrek uit het leger, aanspraak te laten maken op het voordeel der wet, op voorwaarde dat zij de vergoeding wegens vertrek uit het leger niet algeheel hebben getrokken.

ART. 16.

Het spreekt van zelf dat er geen sprake van kan zijn afbreuk te doen aan de voorkeursrechten welke aan de oudstrijders tot het bekomen van openbare betrekkingen verleend werden.

ART. 17.

De beperking betreffende het in werking treden van de bepalingen van artikel 2, is gerechtvaardigd door het feit dat er moet voor gezorgd worden dat er niet te veel onderofficieren heengaan voordat zij, dank zij de aanwerving van jonge vrijwilligers, kunnen vervangen worden.

De Minister van Landsverdediging,

Graaf CH. DE BROQUEVILLE.

BIJLAGE

**Tabel der voor de geëngageerden en gereëngageerden van het leger
bestemde betrekkingen.**

BESTUUR.	BETREKKINGEN.	Percentage der voor de geëngageerden en gereëngageerden van 't leger bestemde plaatsen.	Aan de betrekking verbonden jaarwedden en salarissen.	Jaarlijks aan de militairen te begeven betrekkingen. — Vermoedelijk getal.
1	2	3	4	5

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING.

Categorie A.

Inrichtingen en diensten van het leger.	Werklieden.	80 o/o	»	»
Hoofdbestuur	Boden.	Totaliteit.	»	2

Categorie B.

Hoofdbestuur	Klerken.	»	»	4
Koninklijk museum van het leger.	Id.	»	»	Zeldzaam.
Dienst der militaire ge- bouwen.	Adm. adjuncten.	»	»	2
	Teekenaars.	»	»	2
	Opzichters.	»	»	2
Artillerie-inrichtingen .	Adm. bedienden.	»	»	2
Militair cartografisch insti- tuit.	Teekenaars.	»	»	»
	Graveerders.	»	»	»
	Photografen.	»	»	2
	Vergelijkers.	»	»	»
	Topografen.	»	»	Zeldzaam.
	Herzieners.	»	»	»

Categorie C.

Hoofdbestuur	Commiezen-opstellers.	»	»	2
Dienst der mil. geb. . .	Technische adjuncten.	»	»	2

Nationale Gendarmerie.

Nationale gendarmerie .	Gendarm.	Totaliteit.	»	400
	Brigadiers.	Onder voorbe- houd van de aanneming der burgerlijke candidaten die het diploma be- zitten.	»	»
	Wachtmeesters (met kans op bevordering tot den graad van 1 ^{ste} wacht- meester, opperwacht- meester, 1 ^{ste} opper- wachtmeester en adju- dant.	»	»	»

BESTUUR.	BETREKKINGEN.	Percentage der voor de geëngageerden en gereëngageerden van 't leger bestemde plaatsen.	Aan de betrekking verbonden jaarwedden en salarissen.	Jaarlijks aan de militairen te begeven betrekkingen. — Vermoedelijk getal.
1	2	3	4	5

MINISTERIE VAN ARBEID, NIJVERHEID EN MAATSCHAPPELIJKE VOORZORG.

Hoofdbestuur	Commiezen-opstellers der 2 ^e klasse.	»	»	5
	Klerken.	»	»	1
	Kamerbewaarders.	80 %	»	2
	Boden.	80 %	»	»
	Kantoorjongens.	80 %	»	»
Algemeene directie der mijnen.	Commiezen-teekenaars der mijnen.	»	»	1
Algemeene directie van het arbeidswezen.	Arbeidscontroleur.	»	»	1

MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN.

Categorie A.

Bruggen en Wegen . . .	Vuurverzorgers.	80 %	»	Zeldzaam.
	Boden.	80 %	»	Id.
	Bewakers.	80 %	»	Id.
	Kantonniers (1).	80 %	»	80
	Electriciens-helpers.	50 %	»	Zeldzaam.
	Electriciens.	50 %	»	Id.

Categorie B.

Bruggen en Wegen . . .	Klerken.	»	»	320
	Teekenaars-afschrijvers.	»	»	10
	Opzichters.	»	»	10

Categorie C.

Bruggen en Wegen . . .	Commiezen-opstellers.	»	»	20
------------------------	-----------------------	---	---	----

MINISTERIE VAN LANDBOUW.

Hoofdbestuur	Commiezen-opstellers (voorzien van het di- ploma van middelbaar onderwijs vanden hoo- geren graad.)	»	»	Heel zeldzaam.
	Klerken.	»	»	id.
	Afschrijvers en typisten (middelbare school).	80 %	»	id.

(1) De kantonniers zijn thans Staatsbedienden en hebben derhalve recht op pensioen. Voor hen uitsluitend zijn de betrekkingen bestemd van brugwachter, stuwdambewaker, veerman, sluiswachter en wachter.

BESTUUR.	BETREKKINGEN.	Percentage der voor de geëngageerden en gereëngageerden van 't leger bestemde plaatsen.	Aan de betrekking verbonden jaarwedden en salarissen.	Jaarlijks aan de militairen te begeven betrekkingen. — Vermoedelijk getal.
1	2	3	4	5
Lokalen voor veequarantaine aan de grens,	Opzichters (tijdelijke).	80 %	»	Zeldzaam. (geene sedert vier jaar).
Ontleedkundige Rijkslaboratoria.	Preparators.	80 %	»	Zeldzaam.
	Commiezen-boekhouders.	»	»	id.
	Laboratorium-knechts.	»	»	id.
Rijkslandbouwscholen .	Laboratorium-knechts.	»	»	Zeldzaam.
	Arbeider.	»	»	id.
	Opzichters.	»	»	id.
	Boekhouders.	»	»	id.
Hoogere normaalschool voor Landbouwhuishoudkunde.	Teeltoverste (vakdiploma vereischt).	»	»	id.
	Bewaker-huisbewaarder.	»	»	id.
Landelijke waterdienst .	Brigadiers.	»	»	»
	Opzichters.	»	»	»
	Commiezen.	»	»	»
's Rijks Plantentuin . .	Bewakers.	»	»	»
Tuinbouwschool van Vilvoorden.	Opzichters.	»	»	»

MINISTERIE VAN KUNSTEN EN WETENSCHAPPEN.

Categorie A.

Hoofdbestuur	Kamerbewaarders.	80 %	»	2
	Boden.	80 %	»	2
	Kantoorjongens.	80 %	»	2
Rijksinrichtingen voor middelbaar onderwijs.	Huisbewaarders.	50 %	»	4
	Boden.	50 %	»	4
	Stokers.	50 %	»	4
Rijksinrichtingen voor normaal onderwijs.	Huisbewaarders.	50 %	»	Zeldzaam.
	Boden.	50 %	»	id.
	Stokers.	50 %	»	id.
	Hoveniers.	50 %	»	id.
Universiteiten, academiën, wetenschappelijke inrichtingen.	Kamerbewaarders.	50 %	»	2
	Boden.	50 %	»	2
	Kantoorjongens.	50 %	»	2

BESTUUR.	BETREKKINGEN.	Percentage der voor de geëngageerden en gereëngageerden van 't leger bestemde plaatsen.	Aan de betrekking verbonden jaarwedden en salarissen.	Jaarlijks aan de militairen te begeven betrekkingen. — Vermoedelijk getal.
1	2	3	4	5
Universiteiten, academiën, wetenschappelijke in- richtingen.	Huisbewaarders.	50 %	»	Zeldzaam
	Consigne-wachters.	50 %	»	id.
	Dienstjongens.	50 %	»	id.
	Boekbinders.	50 %	»	id.
	Monteurs en vormers.	50 %	»	id.
	Archiefherstellers.	50 %	»	id.
	Laboranten.	50 %	»	id.
	Hulpwerktuigkundigen.	50 %	»	id.
Musea, conservatoriums en tot het Bestuur der Schoone Kunsten be- hoorende inrichtingen.	Hulphoveniers.	50 %	»	id.
	Huisbewaarders.	50 %	»	3
	Opzichters.	50 %	»	3
	Zaalknechts.	50 %	»	3
	Boden.	50 %	»	3
	Boeners.	50 %	»	3
	Stokers.	50 %	»	3

Categorie B.

Hoofdbestuur	Commiezen.	»	»	2
	Afschrijvers.	»	»	1
	Typisten.	»	»	Zeldzaam.
Universiteiten, Academiën, Wetenschappelijke in- richtingen.	Commiezen.	»	»	id.
	Typisten.	»	»	id.
	Pedels.	»	»	id.
	Preparators.	»	»	id.
	Helpers.	»	»	id.
Musea, conservatoriums en tot het bestuur van Schoone Kunsten be- hoorende inrichtingen.	Commiezen.	»	»	id.
	Typisten.	»	»	id.
	Preparators.	»	»	id.

Categorie C.

Universiteiten en weten- schappelijke inrichtin- gen.	Commies-opsteller.	»	»	Zeldzaam.
---	--------------------	---	---	-----------

MINISTERIE VAN FINANCIËN.

Categorie A.

Algemeen Secretariaat .	Kantoorjongens.	Totaliteit.	»	2
Douanen en accynsen. .	Aangestelden bij de douanen en accynzen.	id.	»	200

BESTUUR.	BETREKKINGEN.	Percentage der voor de geëngageerden en gereëngageerden van 't leger bestemde plaatsen.	Aan de betrekking verbonden jaarwedden en salarissen.	Jaarlijks aan de militairen te begeven betrekkingen. — Vermoedelijk getal.
1	2	3	4	5
Douanen en accynzen	Matrozen bij de douanen.	id.	»	1
	Machinist-stoker op de douane booten (1).	id.	»	»
Registratie en Domeinen	Lagere beambten bij den Dienst van 't zegel.	Totaliteit.	»	2

Categorie B.

Thesaurie en Staatsschuld.	Commiezen-schrijvers.	Practisch geene gedurende langen tijd.		
Douanen en accijnzen	Id. (buitendiensten).	»	»	15 betrekkingen te begeven 's jaars.
Rechtstreeksche belastingen en kadaster.	Id. (buitendiensten).	»	»	70 betrekkingen te begeven 's jaars.

Categorie C.

Thesaurie en Staatsschuld.	Commiezen-opstellers (hoofdbestuur).	»	»	8 plaatsen te begeven 's jaars.
Douanen en accynzen.	Technische Commiezen (buitendiensten).	»	»	16 plaatsen te begeven 's jaar.
Rechtstreeksche belastingen en kadaster.	Id.	»	»	10 plaatsen te begeven 's jaar.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN EN VOLKSGEZONDHEID.

Categorie A.

Hoofbestuur	Bureeljongens.	80 %	»	1
Provinciebesturen.	id.	80 %	»	3
Hygienische dienst	Laboratoriumknecht.	80 %	»	Zeldzaam.
	Matrozen, stokers op vaartuigen.	80 %	»	id.
	Machinist (boot) (2).	80 %	»	id.
	Werktuigkundigen (2).	80 %	»	id.
	Opzichters bij den gezondheidsdienst der haven (4).	80 %	»	id.
	Bediendenontsmetters.	80 %	»	id.
	Vleeschkeurders (3).	80 %	»	id.

(1) Vermoedelijk zullen er slechts twee plaatsen te begeven zijn om de vijf jaar.

(2) Dienen een getuigschrift van vakkenis (scheepvaart) te bezitten.

(3) Dienen een getuigschrift van vakkenis (keuring der gewone vleeschsoorten) te bezitten.

(4) Dienen eenige kennis van de Engelsche en de Duitsche talen te bezitten.

BESTUUR.	BETREKKINGEN.	Percentage der voor de geëngageerden en gereëngageerden van 't leger bestemde plaatsen.	Aan de betrekking verbonden jaarwedden en salarissen.	Jaarlijks aan de militairen te begeven betrekkingen. — Vermoedelijk getal.
1	2	3	4	5

Categorie B.

Hoofdbestuur	Steno-typisten.	»	»	1
	Typisten.	»	»	1
	Klerk, Econoom.	»	»	1
	Afschrijvers.	»	»	»
Provinciebesturen. . .	Typisten. — Afschrijvers. — Commiezen.	»	»	8
Hygienische dienst . .	Klerken.	»	»	Weinig talrijk.
	Preparators.	»	»	id.
Bibliotheek der Centrale Commissie voor Statistiek.	Klerk (1 betrekking).	»	»	»

Categorie C.

Hoofdbestuur	Commiezen-opstellers.	»	»	2
Provinciebesturen. . .	id.	»	»	10

MINISTERIE VAN JUSTITIE.

Categorie A.

Hoofdbestuur	Bureeljongen.	Totaliteit.	»	Zeldzaam.
Opvoedingsgestichten en Staatsinrichtingen.	Bezoldigde vakarbeiders.	80 o/o	»	id.
	Bezoldigde gewone arbeiders.	80 o/o	»	id.

Categorie B.

Hoofdbestuur	Klerken en klasseerders.	»	»	Zeldzaam.
Bestuur der gevangenis- sen.	Opzichters.	»	»	25
Gerechtelijke politie . .	1 ^o Bediende.	»	»	2 tot 3
	2 ^o Commies.	»	»	N. B. — De opgelegde proeftijd duurt bij uitzondering twee jaar Zeldzaam.
Weldadigheidsinrichtingen en krankzinnigengestichten.	1 ^o Opzichter.	»	»	5
	2 ^o Verpleger.	»	»	»
Opvoedingsgestichten en staatsinrichtingen	Opvoeders.	»	»	Vrij zeldzaam.

BESTUUR.	BETREKKINGEN.	Percentage der voor de geëngageerden en geëngageerden van 't leger bestemde plaatsen.	Aan de betrekking verbonden jaarwedden en salarissen.	Jaarlijks aan de militairen te begeven betrekkingen. — Vermoedelijk getal.
	3	5	4	6

Categorie C.

Hoofdbestuur	Commiezen-opstellers.	»	»	Zeldzaam.
Bestuur der gevangenen.	Commiezen.	»	»	id.
Weldadigheidsinrichtingen en krankzinnigengestichten.	Id.	»	»	id.
Opvoedingsgestichten en staatsinrichtingen.	Id.	»	»	Heel zeldzaam.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN.**Categorie A.**

Het geheel Departement	Bureeljongens.	Totaliteit.	»	Zeldzaam.
------------------------	----------------	-------------	---	-----------

Categorie B.

Het geheel Departement .	Commiezen-schrijvers.	»	»	Zeldzaam.
--------------------------	-----------------------	---	---	-----------

MINISTERIE VAN KOLONIËN.**Categorie A.**

Hoofdbestuur	Kamerbewaarders en magazijnmeesters.	80 %.	»	Zeldzaam.
	Boden.	80 %.	»	id.
	Bureeljongens.	80 %.	»	id.

Categorie B.

Hoofdbestuur	Commiezen-schrijvers.	»	»	Zeldzaam.
	Klerken.	»	»	id.
	Afschrijvers.	»	»	id.

Categorie C.

Hoofdbestuur	Commiezen-opstellers.	»	»	Zeldzaam.
	Commiezen-vertalers.	»	»	id.
	Teekenaars.	»	»	id.

Koloniale school.**Categorie A.**

Hoofdbestuur	Kamerbewaarders.	80 %.	»	Zeldzaam.
	Bureeljongens.	80 %.	»	id.

Categorie B.

Hoofdbestuur	Nihil.	»	»	»
----------------------	--------	---	---	---

Categorie C.

Hoofdbestuur	Nihil.	»	»	»
----------------------	--------	---	---	---

MINISTERIE VAN SPOORWEGEN, ZEEWEZEN, POSTERIJEN, TELEGRAFEN,
TELEFONEN EN LUCHTVAART.

BETREKKINGEN.	Percentage der voor de vrijwilligers en gereënga- geerden bestemde bedieningen.	Jaarlijks aan de militairen te begeven betrekkingen. Vermoedelijk getal.			
		Zeewezen, Posterijen, Telegra- fen, enz.	N. M. B. S.	Compag- nies en N. M. B. B.	TOTAAL.

Catégorie A.

Werklieden in 't alge- meen, inzonderheid am- bachtslieden, bankwer- kers, smeden, handlan- gers, enz.	80 %	200	1,000	100	1,300	De belanghebbenden zijn er toe gehouden een lokaal te bezor- gen voor den dienst.
Boden en klasseerders . .	50 %					
Brievenbestellers . . .	80 %	260	»	»	260	
Onderpostmeesters . . .	80 %	20	»	»	20	
Ontvangers	50 %	»	»	40	40	Een degelijk lager on- derwijs is vereischt.
Aangestelden	50 %	»	150	»	150	
Bakenwachters, teisei- ners, enz.	80 %	Zeldzaam.	»	»	Zeld- zaam.	

Catégorie B.

Klerken (bedienden der Compagnies).	»	100	150	Zeld- zaam.	250
Teekenaars-expeditionairs	»	Zeldzaam.	15	»	15
Treinleiders en wachters.	»	»	150	40	160
Politieambtenaars. . .	»	»	5	»	5
Helpers bij den check- dienst.	»	15	»	»	15
Werkopzichters . . .	»	Zeldzaam.	4	»	5

Catégorie C.

Commiezen.	»	»	»	»	»
Teekenaars.	»	»	»	»	»

N. B. — De cijfers betreffende de N. M. B. S. kunnen niet met zekerheid worden bepaald; om vergis-
singen te vermijden werden de met het oog op 1922 voorziene cijfers merklijk verminderd.

CHAMERE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Projet de loi relatif aux avantages
accordés aux engagés et rengagés
de l'armée et notamment aux em-
plois civils et militaires qui leur
sont réservés.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Défense Nationale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté en Notre Nom aux Cham-
bres législatives

ARTICLE PREMIER.

Les volontaires et les rengagés qui
ne se destinent pas à la position d'offi-
cier doivent suivre des cours profession-
nels à leur choix, les préparant soit à
une carrière technique ou administrative
soit à un emploi ou une profession
civile.

L'organisation et la fréquentation de
ces cours sont réglées par arrêté royal.

Les volontaires et rengagés peuvent
obtenir leur affectation temporaire à une
autre garnison lorsque dans la leur ne
sont pas organisés les cours visés ci-
dessus qu'ils désirent suivre, ceci pour
autant que les nécessités du service le
permettent.

Wetsontwerp betreffende de voordeelen,
verleend aan de geëngageerden en
gereëngageerden van het leger en
inzonderheid aangaande de voor hen
bestemde burgerlijke en militaire
betrekkingen.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud
volgt, zal in Onzen Naam aan de Wet-
gevende Kamers worden voorgelegd

ARTIKEL EÉN.

De vrijwilligers en gereëngageerden
die zich niet voorbereiden tot het offi-
ciersambt, moeten vakleergangen volgen
naar hun keuze, waarbij zij, hetzij tot
een technische of administratieve loop-
baan, hetzij tot een burgerlijk ambt of
vak worden opgeleid.

De organisatie, alsmede het bijwonen
dier leergangen, worden bij Koninklijk
besluit geregeld.

De vrijwilligers en gereëngageerden
kunnen tijdelijk voor een ander garni-
zoen worden aangewen, wanneer in het
hunne de hoogerbedoelde leergangen,
welke zij verlangen te volgen, niet
ingericht zijn en voor zoover de nood-
wendigheden van den dienst zulks toe-
laten.

D'autre part, le Ministre de la Défense Nationale provoque l'intervention des offices ayant charge de pourvoir à des emplois vacants de tous ordres.

ART. 2.

Les caporaux et soldats non candidats sous-officiers, envoyés en congé illimité après deux ans de bons services, reçoivent au moment de leur départ une indemnité de départ qui sera fixée par arrêté royal.

Les volontaires et les rengagés qui quittent définitivement le service actif après avoir accomplis au moins quatre années de bons services touchent une indemnité de départ qui sera fixée par arrêté royal.

Cette indemnité sera notablement majorée pour les sous-officiers qui quitteront après dix années de bons services. L'indemnité sera réduite de moitié pour les volontaires et rengagés qui bénéficient des avantages accordés par les articles 3 à 11.

L'indemnité sera payée la moitié au moment où les intéressés quitteront le service actif, l'autre moitié deux ans après. Toutefois, elle pourra être payée dans son entièreté au départ du service actif, pour autant que l'intéressé renonce au bénéfice des avantages prévus à l'article 14.

ART. 3.

Un droit de préférence est accordé, dans les limites de la présente loi, aux militaires engagés ou rengagés comptant au minimum quatre années de présence effective sous les drapeaux et

Bovendien vraagt de Minister van Landsverdediging om de tusschenkomst der diensten, welke er mede belast zijn openstaande bedieningen van om 't even welken aard te begeven.

ART. 2.

De korporaals en soldaten die niet candidaat-onderofficier zijn en na twee jaar goeden dienst met onbepaald verlof gestuurd worden, ontvangen op het oogenblik dat zij heengaan, een vergoeding wegens vertrek uit het leger, die bij Koninklijk Besluit zal worden vastgesteld.

De vrijwilligers en de gereëngageerden die, na ten minste vier jaar goeden dienst, den actieven dienst definitief verlaten, trekken een vergoeding wegens vertrek uit het leger, die bij Koninklijk Besluit zal worden vastgesteld.

Deze vergoeding wordt merkkelijk verhoogd voor de onderofficieren, die na tien jaar goeden dienst, het leger verlaten.

De vergoeding wordt tot op de heft verminderd voor de vrijwilligers en de gereëngageerden, die de bij de artikels 3 tot 11 verleende voordeelen genieten.

De helft der vergoeding wordt uitbetaald op het oogenblik dat de belanghebbenden den actieven dienst verlaten, en de andere helft twee jaar daarna.

Evenwel kan zij in eens uitbetaald worden bij het vertrekken uit den actieven dienst, in zoover de belanghebbende afziet van de bij artikel 14 voorziene voordeelen.

ART. 3.

Een voorkeursrecht wordt, voor zoover de onderhavige wet zulks voorziet, verleend aan de geëngageerde en gereëngageerde militairen, die ten minste vier jaar werkelijke aanwezig-

notés favorablement par l'autorité militaire, pour l'obtention d'emplois :

- 1° Dans les administrations de l'État ;
- 2° Dans les établissements placés sous le contrôle des mêmes pouvoirs ;
- 3° Dans les entreprises concessionnaires de services publics.

ART. 4.

Un arrêté royal détermine les emplois dont il est question à l'article précédent, ainsi que, éventuellement, les quotités de ces emplois réservés exclusivement aux volontaires et rengagés ou anciens volontaires et rengagés.

Ces emplois se répartissent en trois catégories :

- a) Emplois subalternes conférés sans examen, ou en suite d'un examen ou d'un concours dont le programme est basé sur les connaissances classiques de l'enseignement primaire ;
- b) Emplois auxiliaires conférés en suite d'examens ou concours, dont les matières classiques correspondent au programme de l'enseignement moyen du degré inférieur ;
- c) Emplois de carrière conférés par voie de concours sur les matières de l'enseignement moyen du degré supérieur.

ART. 5.

Les quotités des emplois réservés à ces militaires ne pourront être réduites que pour autant que le nombre de candidats inscrits de chaque catégorie ou éventuellement le nombre de récipiendaires reconnus admissibles soit insuffisant pour pouvoir aux nécessités immédiates du service.

heid onder de wapens tellen en door de militaire overheid gunstigaangeschreven zijn voor het bekomen van bedieningen :

- 1° Bij de besturen van den Staat ;
- 2° In de inrichtingen welke onder het toezicht van diezelfde overheden staan ;
- 3° In de bij concessie verkregen ondernemingen van openbare diensten.

ART. 4.

Een Koninklijk besluit bepaalt van welke bedieningen er in onderhavig artikel sprake is, alsmede in welke verhouding die betrekkingen uitsluitend voor de vrijwilligers en gereëngageerden of de gewezen vrijwilligers en gereëngageerden worden bestemd.

Deze bedieningen worden in drie categorieën verdeeld :

- a) Ondergeschikte bedieningen welke zonder examen begeven worden, ofwel naar aanleiding van een al dan niet vergelijkend examen, waarvan het programma gebaseerd is op de leerstof van het lager onderwijs ;
- b) Hulpbedieningen te begeven naar aanleiding van een al dan niet vergelijkend examen, waarvan de leerstof overeenstemt met het programma van het middelbaar onderwijs van den lagere graad ;
- c) Beroepsbedieningen, te begeven naar aanleiding van een vergelijkend examen over de leerstof van het middelbaar onderwijs van den hooger graad.

ART. 5.

De verhoudingscijfers der voor bedoelde militairen bestemde bedieningen zullen enkel kunnen verminderd worden, in zoover het aantal voor elke categorie ingeschreven kandidaten of eventueel het aantal aanneembaar bevonden recipiendi onvoldoende mochte zijn om in de onmiddellijke noodwendigheden van den dienst te voorzien.

ART. 6.

Les candidats aux emplois de la catégorie *a* conférés sans examen doivent justifier des qualités et éventuellement des aptitudes physiques et professionnelles requises.

ART. 7.

Pour les emplois de la catégorie *a* conférés à la suite d'un examen ou d'un concours, les candidats qui, dans les examens ou concours, ont obtenu les cotes minima exigées par les règlements pour être reconnus admissibles, ont, dans la limite des quotités réservées, la priorité sur tous les autres candidats quelle que soit la cote dévolue à ceux-ci.

L'ordre d'admissibilité et d'appel en fonctions des militaires entre eux est réglé suivant le nombre de points obtenus.

ART. 8.

Les candidats aux emplois des catégories *b* et *c* sont classés en trois groupes suivant qu'ils ont obtenu respectivement les trois quarts, les six dixièmes et les cinq dixièmes des points.

Les volontaires et rengagés classés dans un de ces groupes ont la priorité sur les autres candidats classés dans le même groupe qu'eux.

L'ordre d'admissibilité et d'appel en fonctions des militaires entre eux est réglé suivant le nombre de points obtenus.

ART. 9.

En cas de compétition entre les candidats ayant les mêmes titres ou le même pointage, pour les catégories *a*, *b*

ART. 6.

De kandidaten voor de bedieningen van de categorie *a*, welke zonder examen begeven worden, moeten bewijzen dat zij de hoedanigheden en eventueel de lichamelijke en vakkundige geschiktheid bezitten, welke vereischt zijn.

ART. 7.

Voor de bedieningen van de categorie *a*, welke naar aanleiding van een al dan niet vergelijkend examen begeven worden, hebben de kandidaten, die in deze examens het minimum-aantal punten bekomen hebben, hetwelk bij de reglementen voorzien is om als aanneembaar te worden beschouwd, den voorrang op al de andere kandidaten, welke ook het aantal punten weze, door laatstgenoemden bekomen.

Wat betreft de aanneembaarheid, of de oproeping tot het vervullen van hun ambt, worden de militairen onder elkander gerangschikt, naar het aantal bekomen punten.

ART. 8.

De kandidaten voor de bedieningen van de categorieën *b* en *c* worden gerangschikt in drie groepen naar gelang zij onderscheidenlijk de drie vierden, de zes tienden en de vijf tienden der punten hebben bekomen.

De in een dezer groepen gerangschikte vrijwilligers en gereëngageerden hebben den voorrang op de andere kandidaten die in dezelfde groep als zij gerangschikt zijn.

Wat betreft de aanneembaarheid, of de oproeping tot het vervullen van hun ambt, worden de militairen onder elkander gerangschikt, naar het aantal bekomen punten.

ART. 9.

In geval van mededinging onder de kandidaten die voor de categorieën *a*, *b* en *c* in dezelfde mate aanspraak kun-

nen make of hetzelfde aantal punten
bekomen hebben, wordt de voorrang
bepaald door den duur van den dienst
en in de tweede plaats door den leeftijd.

ART. 10.

De militairen die het voordeel van de bepalingen van onderhavige wet genieten, kunnen slechts definitief benoemd worden, na den proeftijd, welke eventueel bij de reglementen der besturen waarbij zij aangenomen worden voorzien is, te hebben doorgemaakt.

ART. 11.

Bij de onder het 1° en het 2° van artikel 3 bedoelde besturen, bekomen de militairen, wanneer zij in het kader van het personeel treden, een wedde of een loon, vastgesteld volgens een fictieve administratieve ancienniteit, gelijk aan den duur van hun militairen dienst boven de vier jaar. Deze ancienniteits-toeslag mag echter nooit zes jaar te boven gaan.

Zij genieten denzelfden toeslag wat betreft de weddeverhoogeningen wegens ambtsbeëindiging « fin de carrière ».

ART. 12.

De programma's van de leerstof waarvan de kennis vereischt is om tot de verschillende bedieningen te worden toegelaten, worden door elk bestuur opgemaakt.

ART. 13.

De besturen moeten op zijn laatst in de maand December aan den Minister van Landsverdediging eenen staat laten geworden, waarbij, wat de bedieningen van elke der categorieën A, B en C betreft, de vermoedelijke vacaturen voor het volgend jaar worden opgegeven.

ART. 14.

De militairen die de bij onderhavige wet vastgestelde voorwaarden vervullen en den militairen dienst verlaten hebben

sans avoir sollicité ou sans avoir obtenu un emploi civil, bénéficient des avantages consacrés par la loi pendant les deux années qui suivent leur envoi en congé illimité pour autant qu'ils n'aient pas demandé et touché l'entière indemnité de départ.

ART. 15.

Les militaires reconnus admissibles à un emploi civil, sont, s'ils le désirent, maintenus sous les drapeaux jusqu'au moment de leur nomination. Dans ce cas, il continuent à remplir leurs obligations militaires et ne sont pas remplacés dans leur grade ou emploi militaire.

ART. 16.

Les dispositions de la présente loi ne modifient en rien celles de la loi du 3 août 1919, modifiée par celle du 1^{er} juillet 1924, facilitant aux anciens combattants l'accès aux emplois publics.

ART. 17.

La présente loi entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

Toutefois, les dispositions édictées par l'article 2 ne sortiront leurs effets de plein droit, pour les soldats et caporaux volontaires et rengagés non candidats sous-officiers qui quitteront l'armée que deux ans et pour les autres volontaires et rengagés, que quatre ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Donné à Bruxelles, le 12 décembre 1927.

zondereen burgerlijke bediening aangevraagd of bekomen te hebben, genieten, gedurende de twee jaar welke op hun vertrek met onbepaald verlof volgen, de bij de wet verleende voordeelen, in zoover zij de algeheele vergoeding wegens vertrek uit het leger niet aangevraagd en getrokken hebben.

ART. 15.

De voor een burgerlijke betrekking aanneembaar bevonden militairen worden, indien zij het verlangen, onder de wapens gehandhaafd tot op den datum hunner benoeming. In dat geval blijven zij hun militaire verplichtingen vervullen en worden in hunnen graad of in hun militaire betrekking niet vervangen.

ART. 16.

De bepalingen van onderhavige wet wijzigen in geen en deele die van de wet van 3 Augustus 1919, gewijzigd door die van 1 Juli 1924, waarbij aan de oudstrijders de toegang tot de openbare bedieningen vergemakkelijkt wordt.

ART. 17.

Onderhavige wet treedt in werking den dag waarop zij in den *Moniteur* wordt afgekondigd.

De bij artikel 2 vastgestelde bepalingen zullen echter eerst van rechtswege hun uitwerking hebben : twee jaar na het in werking treden van onderhavige wet, voor de geëngageerde en gereëngageerde soldaten en korporaals die geen candidaat-onderofficier zijn en het leger verlaten, en vier jaar na het in werking treden dezer wet, voor de andere vrijwilligers en gereëngageerden.

Gegeven te Brussel, den 12ⁿ December 1927.

ALBERT.

PAR LE ROI :

VAN KONINGSWEGE :

Le Ministre de la Défense Nationale,

De Minister van Landsverdediging,

Comte DE BROQUEVILLE.